



Déclaration de la FSU au CT du 18 juin 2020

Madame l'Inspectrice d'académie, mesdames, messieurs les membres du comité technique,

Emmanuel Macron a annoncé dimanche 14 juin la réouverture des écoles pour tous les élèves et ce de manière obligatoire, "*selon les règles de présence normale*".

Comme à son habitude, le président fait une annonce sans qu'aucune modalité pratique ne soit indiquée. C'est une promesse impossible à tenir au vu des règles sanitaires, nous le savons tous !

Vous l'avez d'ailleurs indiqué, Madame l'inspectrice, lors de la CAPD du 16 juin. *Tous les élèves ne pourront pas être accueillis puisque le protocole sanitaire, même s'il est allégé portera des contraintes en termes d'espace.*

Nous dénonçons une nouvelle fois la communication gouvernementale qui met à mal les collègues vis à vis des familles qui demanderont légitimement que leur(s) enfant(s) soit (soient) accueilli(s) à l'école. Les enseignant.es et les communes sont à nouveau jeté.es en pâture, les discours nauséabonds ne feront que continuer !

Le président de la République n'a d'ailleurs rien dit sur les enseignant.es pendant son allocution. Il a rendu hommage aux soignants et "*à tous ceux qui ont continué à travailler*" permettant à la population de se nourrir. Alors que les enseignant.es font l'objet d'une véritable campagne de dénigrement dans la plupart des grands médias le silence présidentiel fait sens. Alors même que le président parle d'unité il n'a pas un mot pour mettre fin au prof bashing !

Comme nous l'avons déjà dit à plusieurs reprises, ce sont pourtant les enseignant.es qui portent l'école à bout de bras depuis le début de la crise !

C'est l'occasion de rappeler le travail et l'importance de tous les services publics lors de cette crise sanitaire.

« *Il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché* » expliquait Emmanuel Macron lors de son allocution du 12 mars dernier. Fort bien !

Pourtant, les services publics, colonne vertébrale de la société, ont été et continuent d'être démantelés. La crise a montré à quel point ils sont essentiels. La FSU continue de revendiquer la reconstruction d'un service public de qualité, au plus près des citoyens et citoyennes dans l'ensemble des territoires, pour que le monde d'après soit différent du monde d'avant...

Concernant l'objet de ce CT, les mesures d'ajustement de la carte scolaire :

Pour la prochaine rentrée, le SNUipp-FSU réclamait un moratoire sur les opérations de carte scolaire, en les limitant aux seules ouvertures de classes là où elles sont nécessaires. Nous demandons également une dotation supplémentaire permettant d'alléger les effectifs, de développer les RASED et les maîtres supplémentaires. Cela dans toutes les écoles, afin de reconstruire ce que cette crise sanitaire aura chamboulé et peut-être enfin s'attaquer franchement aux inégalités.

Les 10 postes supplémentaires accordés au Val d'Oise ont uniquement permis de couvrir les non fermetures dans les communes de moins de 5000 habitant.es sur demande des maires. On voit bien là l'utilisation politique à des fins uniquement électoralistes, c'est proprement insupportable. Par contre et alors que la crise sanitaire a pourtant mis en exergue les inégalités tant sociales que scolaires, les populations fragiles et les écoles en éducation prioritaire de notre département ont été les grands oubliés de cette rallonge en postes.

Dans notre département, seulement 127 postes ont été accordés pour une augmentation démographique galopante avec 1800 à 2000 élèves supplémentaires attendus à la prochaine rentrée, le dédoublement en GS et la poursuite des dédoublements en CP et CE1. Cette dotation ne permet pas d'alléger les effectifs dans toutes les classes, la direction académique a même augmenté le nombre d'élèves en classe dédoublée (passant de 12 à 15), ni de réabonder les RASED, ni de remettre en place les PDM. Pourtant la crise que nous traversons a des incidences sur les inégalités qui se sont encore creusées.

Au vu des documents préparatoires, des situations d'écoles ont évolué dans le bon sens suite à nos interventions lors du groupe de travail. De nouvelles ouvertures sont prononcées et des fermetures levées. Nous nous félicitons de ces avancées pour les équipes et les élèves.

Cependant, 20 écoles resteraient sous surveillance vers la fermeture pour septembre. Nous demandons qu'aucune classe ne ferme à la rentrée. Les mesures d'ajustement de juin et septembre bousculent les organisations des écoles, la période actuelle ne peut souffrir de cela en plus.